



ASS/GF/II/MG

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 19 JUIN 2025**

**OBJET : RECRUTEMENT D'UN DOCTORANT DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE)**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 13 juin 2025
---	--	---------------------------	--

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-neuf juin à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

M. William COMBES, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Laurent ROUGÉ, Mme Sophie BIRKENER, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Avaient donné mandat :

M. William COMBES à M. Michel MASUYER, M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD, M. Rémi PÉNAVAIRE à Mme Béatrice ARNAUD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON et Mme Marion FORATO à M. Bernard FUMET

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code du travail et notamment les articles L. 1242-3-3, L. 1242-12 à L. 1242-16, L. 1243-1, L. 1243-2 et D. 1242-3 et D. 1242-6 ;  
Vu l'article L. 412-3 du Code de la recherche ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;  
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;  
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;  
Vu l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, modifié par l'arrêté du 26 août 2022 ;

Le dispositif « CIFRE » (Convention Industrielle de Formation par la Recherche), créé et financé par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, a pour objet de favoriser les échanges entre les laboratoires de recherche publics et les milieux socio-économiques et de contribuer à l'emploi des docteurs dans les entreprises et les administrations publiques.

Il a pour objectif de placer les étudiants doctorants, diplômé du grade master, dans des conditions d'emploi et de concourir au développement de collaboration et de recherche entre les entreprises ou collectivités territoriales et les établissements d'enseignement et les laboratoires. La convention est ainsi destinée à des chercheurs en début de carrière qui s'engagent à préparer et soutenir une thèse en vue d'obtenir un doctorat.

Le CIFRE associe trois partenaires : l'étudiant en doctorat titulaire d'un master, le laboratoire qui assure l'encadrement du doctorant, et la commune qui confie à un doctorant un travail de recherche objet de sa thèse.

La collectivité territoriale recrute le doctorant sous la forme d'un contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans, (articles D.1242-3 et D.1242.6 du code du travail). Ce contrat relève donc du droit commun et est régi par le Code du travail. Un contrat de collaboration est établi entre l'employeur et le laboratoire de rattachement du doctorant, spécifiant les conditions de déroulement des recherches et les clauses de propriété des résultats obtenus.

Le doctorant doit percevoir un salaire brut minimum annuel de 26 400 euros, hors cotisations patronales et en compensation, la collectivité reçoit pendant 3 ans de l'Association nationale de recherche et de la technologie (ANRT), au nom de l'Etat, une subvention de 14 000,00 euros. Dans ce cadre, une convention est signée pour une période de 3 ans entre la collectivité territoriale et l'ANRT. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'autoriser** M. le Maire à signer la convention CIFRE avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie et à signer le contrat de collaboration de recherche avec le laboratoire associé, chargé de la recherche effectuée par le doctorant.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer le contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans, conclu avec le doctorant.

**3/ D'autoriser** la perception par la commune de la subvention annuelle de 14 000,00 euros correspondant à la part de l'ANRT.

**4/ D'autoriser** l'inscription au budget des crédits correspondants.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## Et décide

1/ **D'autoriser** M. le Maire à signer la convention CIFRE avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie et à signer le contrat de collaboration de recherche avec le laboratoire associé, chargé de la recherche effectuée par le doctorant.

2/ **D'autoriser** M. le Maire à signer le contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans, conclu avec le doctorant.

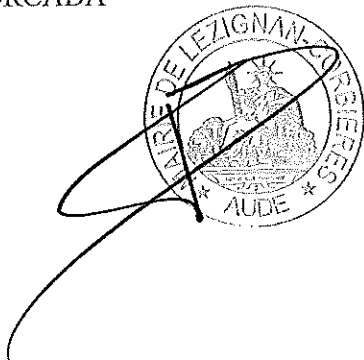
3/ **D'autoriser** la perception par la commune de la subvention annuelle de 14 000,00 euros correspondant à la part de l'ANRT.

4/ **D'autoriser** l'inscription au budget des crédits correspondants.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire**  
Gérard FORCADA

The image shows a circular official seal of the Municipality of Lezignan-Corbières, Aude. The seal features a central emblem with a sun and a castle. The text "MAIRIE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES" is written around the top half, and "AUDE" is at the bottom. A large, stylized signature in black ink is written over the seal.

**La secrétaire de séance**  
Sylvie DANRÉ

The image shows a circular official seal of the Municipality of Lezignan-Corbières, Aude, identical to the one on the left. A stylized signature in black ink is written over the seal.